

*Expansion des exportations—Loi*

exportations qui lui assurent quelque 30 p. 100 de son produit national brut. C'est beaucoup plus que le Japon, que les États-Unis et que tout autre pays de l'Ouest.

L'an dernier, nous avons été témoins des résultats de mesures vigoureuses à cet égard. En effet, nous avons enregistré des excédents exceptionnels au compte des échanges. Je crois que ces résultats indiquent assez bien la voie dans laquelle nous devrions nous engager. Au lieu d'y voir des résultats dont nous devrions nous contenter, nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers après avoir connu le succès dans une conjoncture économique difficile. L'occasion s'offre à nous de progresser, de trouver de nouveaux débouchés sur le marché international. Je crois que cela sera possible en nous fixant de nouveaux objectifs économiques.

Et ce ne sont pas les bonnes nouvelles qui manquent aujourd'hui. Par exemple, les taux d'intérêt chutent pendant que l'inflation ralentit. Malheureusement, le chômage reste à un niveau inacceptable. Quelle orientation faut-il adopter pour résoudre tous ces problèmes? J'estime pour ma part que le programme des 6 et 5 p. 100, qui connaît d'heureux résultats, n'est qu'une mesure défensive. Il nous faudra maîtriser l'inflation et conserver cette mesure défensive, mais une équipe n'est bonne que s'il y a un équilibre entre l'offensive et la défensive. Et je crois que notre offensive doit se dérouler dans le domaine des exportations. Je pense que tous les Canadiens devraient donner leur appui à une mesure grâce à laquelle tous les Canadiens de quelque parti qu'ils soient pourront tenter de faire passer de 3.6 à 4.6 p. 100 notre part du marché international au cours des prochaines années. Voilà une mesure positive que nous pouvons tous approuver.

Quelles mesures concrètes s'imposent donc? Il ne suffit pas de dire qu'il faut accroître notre part du marché mondial de 1 p. 100 au cours des prochaines années. D'après moi, l'une des mesures concrètes qui s'imposent, c'est d'aider le secteur privé à mieux soutenir la concurrence. Le gouvernement ne peut agir à la place des producteurs canadiens et ce sont eux qui établiront eux-mêmes leur niveau de productivité. Cependant, le secteur public a aussi son rôle à jouer puisque le gouvernement est en mesure d'aider l'entreprise privée. Par exemple, par l'entremise de la Société pour l'expansion des exportations.

Tous les pays du monde ont mis sur pied un organisme chargé d'aider ses exportateurs. Au Canada c'est la Société pour le développement des exportations qui fait justement l'objet du débat d'aujourd'hui. Peut-être insiste-t-on beaucoup sur le fait que nos exportateurs et la SEE elle-même ont remporté extrêmement de succès dans le passé. Que nous voulions accroître les ressources de la Société pour l'expansion des

exportations démontre à quel point nous du gouvernement et tous les Canadiens pouvons être fiers de cette vraie réussite canadienne.

Si nous avons besoin de fonds supplémentaires pour la Société pour l'expansion des exportations, c'est que nous sommes en voie d'atteindre notre objectif quant à l'accroissement de notre part du marché mondial. L'opposition a protesté disant qu'il s'agissait d'une somme énorme à dépenser, que des sociétés d'État perdaient le contrôle d'elles-mêmes. L'opposition veut-elle dire que dans certains pays du monde les institutions privées seules, sans l'aide des fonds publics, offrent une aide financière et une assurance contre les risques au secteur privé? Certainement pas. Même l'opposition devra convenir que c'est le secteur public qui excelle dans ce rôle et que nous n'avons pas encore trouvé de meilleure solution.

J'ai entendu de nombreuses observations de membres de l'opposition à ce sujet. Je me range du côté du député d'Elgin (M. Wise) et de celui du député de Rosedale (M. Crombie) qui ont dit qu'en général ils étaient satisfaits et même quelquefois enthousiastes à l'égard du rôle joué par la SEE.

Je peux citer bien des exemples de réussite. Par exemple, je lisais aujourd'hui dans les journaux que Mitel a entrepris un projet public de 20 millions de dollars grâce aux subventions de recherche et de développement versées dans le cadre du budget précédent et qu'elle profitait de contrats d'investissement en recherche scientifique pour réunir 20 millions auprès du secteur privé afin de produire à l'échelle mondiale. Mitel n'est qu'une des entreprises canadiennes qui connaissent un franc succès et c'est grâce aux subventions du secteur public qu'elle existe. Nous avons collaboré avec Mitel pour établir des stimulants fiscaux applicables en permanence. Nul doute que le type de service offert par la SEE, qui vient en aide à l'exportation dans différents pays du globe, laisse présager un avenir encore plus prometteur pour les Canadiens sur le plan économique.

Il se passe des choses dans le monde, et je me félicite particulièrement de la nomination récente de James Medas aux États-Unis. Ancien conseiller du président Reagan, il est maintenant sous-secrétaire adjoint au département d'État, et son unique fonction est de s'occuper des affaires canado-américaines.

Les États-Unis achètent environ 70 p. 100 des exportations du Canada et nous vendent environ les deux tiers de nos produits d'importation. Les États-Unis sont plus qu'un partenaire commercial, ils sont un allié solide et servent de baromètre aux divers secteurs de notre économie.